

TERMES DE REFERENCE EVALUATION EXTERNE

« Soutien à la jeunesse haïtienne // Sipò pou jenès ayisyen an »
Programme financé par l'Union Européenne - EuropeAid/168526/DH/ACT/

Demandeur : Initiative Développement

www.id-ong.org

Haïti

Mai 2024

I. INITIATIVE DEVELOPPEMENT (ID) ET LE PROGRAMME SOUTIEN A LA JEUNESSE HAÏTIENNE

A. Mission et objectifs d'ID

Initiative Développement est une association française régie par la loi de 1901. Fondée en 1994, elle a pour objet de favoriser l'émergence, la structuration et le renforcement d'acteurs locaux (ONG, collectivités territoriales, associations locales, ...) en assurant une réponse durable aux besoins de base des communautés défavorisées des pays du Sud.

ID intervient dans 9 pays du Sud, dont Haïti.

Elle mène aujourd'hui 28 programmes regroupés autour de 6 domaines : citoyenneté et territoire ; climat, énergie et forêt ; santé ; et l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets.

B. Expérience dans le pays concerné et le domaine ciblé

En Haïti, ID est basée dans le Nord-Ouest (NO) depuis 1994 et y conduit des actions de développement local depuis 2010. ID n'a jamais suspendu sa présence et continue d'agir malgré la crise actuelle. Elle intervient également dans l'ensemble du département pour ses activités dans le secteur de la santé. Cette implantation de longue durée est un véritable atout permettant un lien solide avec les acteurs locaux. Depuis 2021, l'action « *Soutien à la jeunesse haïtienne* » implémente des approches et méthodes de renforcement de la participation et

de l'inclusion des jeunes dans la vie publique et locale. Ce projet s'inscrit dans la suite des projets ID menés dans le NO depuis 2011 sur son Programme Développement Local («DL», avec financements OSCAL-Union Européenne et Agence Française de Développement).

C. Descriptif du projet à évaluer

1) Informations générales sur le contexte local et historique de l'action

Le programme DL s'inscrit dans la continuité de collaborations établies avec 4 communes du haut Nord-Ouest (Saint-Louis du Nord, Anse-à-Fôleur, l'île de la Tortue et La Pointe) et de renforcement de leurs compétences, ainsi que celui des capacités d'organisations de la société civile locale (OSC). Le programme actuel met l'accent sur la cohésion sociale et le renforcement de la société civile, notamment de la/des jeunes. Il se compose actuellement de deux projets qui se complètent en pleine synergie (et en cofinancement).

Le Projet « Les jeunes porteurs de changement dans le Haut Nord-Ouest » a été lancé au mois de février 2021. D'un budget de 810 000 €, il est actuellement financé par l'Union Européenne (UE) à hauteur de 74%. Ce projet est coordonné par Initiative Développement, qui mobilise et renforce 3 OSC locales à qui elle a délégué la mise en œuvre de certaines activités, notamment pour la mobilisation des jeunes : CRI (Cellule de Réflexion et d'Intervention), ADETOM (Association des Directeurs d'Ecole pour une La Tortue Meilleure) et CAF (Centre des Amis de la Francophonie), à la fois bénéficiaires et partenaires de la mise en œuvre de ce projet. Le projet propose une démarche globale de changement au bénéfice de la participation des jeunes (hommes et femmes) aux décisions et à la vie communale. Il comprend de nombreux partenaires locaux et liens externes.

Malgré les difficultés, le projet compte plusieurs réussites. Une évaluation finale du projet doit être conduite pour examiner le degré de réalisation des principales réalisations par rapport aux résultats attendus.

2) Objectifs du projet

L'objectif général du projet est de « contribuer à développer une gouvernance locale participative et inclusive comptant sur l'implication active des jeunes dans la vie politique, économique et sociale ».

L'accent mis sur la « gouvernance locale participative » vise la participation des jeunes, qui ont été entraînés à se mettre en lien avec l'ensemble des acteurs et les autorités locales (notamment dans les résultats 1 et 3). L'inclusion apparaît également dès cet objectif général car il s'agit de travailler i. avec les habitants des nombreuses zones reculées de cette région, où environ 35 000 personnes vivent dans les mornes à plus de 3h, et même jusqu'à 6h ou 7h de marche du centre-bourg; et 50 000 personnes sur l'île de la Tortue ; ii. En tenant compte constamment de l'équité de genre et des plus vulnérables. L'autre objectif majeur de ce projet, avait trait au renforcement du « vivre ensemble ». On retrouve ici un enjeu d'inclusion et d'équité entre les différents groupes ; mais aussi la préoccupation par rapport à l'insécurité grandissante dans cette région.

L'objectif spécifique reprend ces deux priorités majeures (participation et cohésion sociale), en visant à : « Renforcer la cohésion sociale et la participation effective des jeunes aux décisions et à la vie communale en tant que citoyens éclairés, actifs et responsables dans 4 communes du Haut Nord-Ouest ». A travers cet objectif, l'effet attendu est de promouvoir un rôle actif, effectif des jeunes dans les questions locales : tant par leurs actions que leurs réflexions et participation aux décisions. Il s'appuie sur une véritable approche de changement : elle visera non seulement des changements individuels (« des citoyens éclairés, actifs, responsables »), mais aussi collectifs (dans la « vie communale ») et institutionnels (les « décisions » communales, et la gouvernance, susmentionnée).

3) Les bénéficiaires

Ce projet a été préparé en concertation avec les OSC locales Cellule de Réflexion et d'Intervention (CRI), Association des Directeurs d'Ecole pour une La Tortue Meilleure (ADETOM), Centre des Amis de la Francophonie (CAF) et Haïti Mérite le Meilleur de Moi (HM3), ainsi que les autorités locales (AL) de Saint-Louis du Nord et de l'Île de la Tortue. Les échanges se sont basés sur les idées et propositions échangées depuis 2011 avec les acteurs de ces communes : tant lors des riches démarches d'élaboration de PCD (2012-2014), que de leur mise en œuvre par les acteurs locaux avec l'accompagnement d'Initiative Développement (ID).

Les groupes cibles directs du projet ont été :

- 3 OSC matures (CAF, ADETOM, CRI)
- Les OSC de jeunes
- 12 écoles et lycées principaux de la zone
- Jeunes de 15 à 30 ans : Environ 3000 jeunes (hommes et femmes) de 15 à 30 ans ; environ 300 jeunes (hommes et femmes) de Saint-Louis du Nord ; une vingtaine de jeunes (dont la moitié des jeunes femmes) issu.e.s de 6 organisations sera accompagnée)
- Environ 100 citoyen(ne)s,
- Les autorités locales (AL) : 4 conseils municipaux et 12 CASECS
- Les CDC (Conseil de Développement Communal)
- Services déconcentrés

4) Activités mise en œuvre sur le projet

- Coordonner des initiatives et animations pour la participation des jeunes dans des activités socio-culturelles et de sensibilisation citoyenne (playdagogie)
- Organiser une démarche de "forum des jeunes", à Saint-Louis du Nord, sur les questions de citoyenneté active, apprentissage, réflexion et engagement
- Organiser une Approche Orientée Changement (AOC) à Saint-Louis du Nord, à travers des ateliers et échanges multi-acteurs en réponse à une problématique majeure identifiée par les jeunes
- Suivre et accompagner les acteurs locaux dans la réalisation de leurs initiatives de changement (suite à l'activité d'AOC) et les appuyer avec des moyens lorsque nécessaire
- Capitaliser et diffuser les bonnes pratiques et approches de changement développées
- Appuyer 3 OSC locales matures par une subvention en cascade et les accompagner, pour la mise en œuvre de leurs activités de mobilisation des jeunes et de développement de leur propre projet associatif et social/culturel pour le bien de la commune
- Accompagner et renforcer les OSC jeunes dans leur structuration et leur capacité à mettre en œuvre des actions
- Préparer des appels à micro-projets à l'attention des OSC de jeunes en collaboration avec les collectivités locales et suivre leur mise en œuvre
- Promouvoir et soutenir des échanges pour la participation des OSC de jeunes à des conférences ou congrès en tant que porte-voix de leur communauté ; et/ou visites de projet dans d'autres communes du pays
- Former et accompagner les autorités locales (et candidats) et cadres de concertation sur les questions de gouvernance locale, de participation et redevabilité, les enjeux de la jeunesse et de l'équité de genre, et favoriser des temps de dialogue

- Accompagner des démarches des acteurs locaux pour l'identification de quatre (4) investissements publics et sociaux répondant aux priorités des jeunes, de manière participative avec eux, et les appuyer par des financements en cascades pour leur mise en œuvre

II. ÉVALUATION

A. Justification de l'évaluation

Le présent appel d'offre concerne l'évaluation du projet *Soutien à la jeunesse haïtienne* de 2021 à 2024, avec une approche tant globale (sur toute la durée) que plus spécifique sur les résultats atteints dans le cadre du financement de l'Union Européenne.

Cette évaluation finale répond à une triple exigence de redevabilité : (1) externe, vis-à-vis des partenaires et des bénéficiaires, (2) interne, en respect de notre approche de travail basée sur les notions d'apprentissage, de participation et de partage d'informations, (3) contractuelle, avec le bailleur.

Elle se réalisera sous forme participative, à travers la mobilisation de l'ensemble des acteurs y compris les partenaires, les représentants des institutions départementales, communales, locales et communautaires impliquées dans la mise en œuvre du projet. Elle sera réalisée à travers des échanges avec ces acteurs, une prise de connaissance de la documentation et des visites terrain.

B. Attentes et enjeux de l'évaluation

Les attentes d'ID par rapport à cette évaluation se situent à 3 niveaux : opérationnel, stratégique et qualitatif. Au niveau opérationnel, il s'agira, de façon classique, de mettre en évidence les effets concrets des activités du projet et de faire le bilan des stratégies mises en œuvre.

Cette première dimension (effets des activités) répondra à la fois aux besoins de reporting auprès des bailleurs et permettra le cas échéant de valoriser l'expertise d'ID.

L'analyse de la stratégie mise en œuvre alimentera à la fois la réflexion interne (validation de l'intervention globale) et permettra de définir des réorientations si une suite au projet devait être donnée.

L'analyse qualitative permettra de confronter ID sur les approches adoptées, en mesurant l'évolution des acteurs et actrices, ce qui a manqué, ce qui a été réussi, ce qui pourrait être conforté, étendu, ajusté ou dupliqué dans la perspective d'un nouveau projet, ou d'une suite au projet actuel.

L'évaluation finale du projet devra prendre en compte toutes les activités programmées dans le document projet, incluant sa méthodologie, les impacts (qualitatifs, quantitatifs, choix des indicateurs, valeurs ajoutées au système de renforcement promu par ID, cohérence avec la politique nationale).

Elle permettra d'évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des résultats escomptés du projet. Elle permettra de formuler des recommandations stratégiques et pratiques issues des leçons apprises du projet. De façon spécifique, il s'agira de :

- Montrer dans quelle mesure la formulation du projet ainsi que l'approche utilisée sont pertinentes pour la satisfaction des besoins identifiés ;
- Examiner les progrès atteints dans la réalisation des produits escomptés (indicateurs objectivement vérifiables) en faisant ressortir les forces et les faiblesses ;

- Analyser les facteurs qui ont affecté de façon positive ou négative l'atteinte des résultats ;
- Apprécier la durabilité des résultats escomptés ;
- Apprécier la qualité de collaboration avec les acteurs clés/partenaires du projet

C. Questions d'évaluation

1) Critères de l'OCDE

L'évaluation doit permettre de répondre aux questions définies selon les critères de l'OCDE : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact et durabilité. Il s'agira notamment des questions suivantes :

- La pertinence

Les objectifs et les résultats escomptés sont-ils pertinents par rapport aux priorités nationales ?

Sont-ils clairs et réalistes au vu des ressources disponibles ?

Le problème adressé est-il pertinent et répond-il aux besoins des populations ciblées ?

Les interventions sont-elles pertinentes ?

Le cadre des résultats (indicateurs) défini est-il pertinent et adapté pour la mesure des résultats ? Le cadre des résultats est-il cohérent ?

Quels sont les points forts et les faiblesses au niveau de la conception ?

- La cohérence

L'intervention s'accorde-t-elle avec les politiques de santé dans le pays ? Quelle adéquation entre le projet et les priorités au niveau du département de la santé ?

L'intervention s'accorde-t-elle avec les autres interventions menées dans le pays ? dans le département ?

- L'efficacité

Des progrès vers les résultats ont-ils été réalisés ? Quels résultats ont été obtenus et dans quelle mesure ceux-ci ont contribué à la réalisation des objectifs du projet ?

Dans quelle mesure les résultats du projet ont contribué aux effets escomptés ? Le projet et ses résultats ont-ils contribué à réduire la problématique ayant justifié la mise en place du projet ?

Quels sont les facteurs externes qui ont contribué à la réalisation ou non des effets ?

Quelles sont les principales difficultés rencontrées et quelles en sont les causes ?

- L'efficience

Quel est le taux d'exécution au niveau global et par résultat ?

Dans quelle mesure les ressources (financières, humaines et informationnelles) investies dans le cadre de la mise en œuvre du projet ont-elles été utilisées de manière optimale au regard des résultats atteints ? Les ressources étaient-elles suffisantes par rapport aux résultats atteints ?

Le projet a-t-il été géré de manière efficiente ? Les méthodes choisies pour l'exécution ont-elles permis d'atteindre les résultats attendus ?

- La durabilité

Le projet a-t-il touché de façon adéquate la population ciblée initialement et dans quelle mesure ces effets sont-ils durables dans le temps ? Quel a été le degré d'appropriation du projet par les institutions dans le département et les communautés ?

Dans quelle mesure les changements positifs intervenus dans le domaine continueront-ils à l'avenir ?

- L'impact

Dans quelle mesure l'intervention a-t-elle réellement fait une différence ?

Quels sont les changements observés ? Quels ont été les changements de comportements ?

2) Questions spécifiques additionnelles

- Participation et implication des acteurs

Les bénéficiaires ont-ils été suffisamment informés des interventions lors des phases de mise en œuvre et de clôture du projet ?

Est-ce que les parties prenantes se sont senties suffisamment impliquées dans les différentes phases du cycle de projet ?

Comment ont-elles été associées au processus de décision concernant l'orientation stratégique et mise en œuvre des projets ?

Les autres acteurs clés des zones d'intervention ont-ils été consultés et/ou informés des interventions ?

Les parties prenantes ont-elles contribué de manière optimale aux résultats des projets ?

- Approches orientées changement (AOC)

Comment les acteurs ont compris cette approche ?

Quels changements ont été réalisés ? Peut-on parler de changement de comportement ? ...

3) Demande de recommandations

Comment améliorer les approches d'ID ? Proposer des pistes par exemple aux niveaux stratégique, opérationnel, méthodologique, partenarial.

Tenir compte notamment du contexte détérioré actuel, des changements que cela peut induire et des adaptations peut être utiles, que ce soit par exemple par rapport aux contraintes des différents acteurs, leurs besoins ou toute autre considération.

D. Méthodologie

L'équipe d'évaluation pourra s'appuyer sur l'équipe du projet pour obtenir les documents nécessaires à la connaissance des éléments du projet (documents de projet, budget, cadre logique, planning, évaluations internes, vidéos, etc.)

Le/la consultant.e devra par ailleurs apporter un regard sur les facteurs exogènes ayant favorisé ou constitué des obstacles au projet, notamment le contexte politique, social, économique, sécuritaire et sanitaire spécifique à Haïti et plus précisément aux zones d'intervention du projet.

Le/la consultant.e adoptera une approche participative de l'évaluation avec l'ensemble des parties prenantes. Cela comprendra l'organisation d'entretiens avec les parties prenantes du projet, notamment :

- Membres de la Direction Pays ID à Jean Rabel
- Membres des équipes locales menant le projet à Saint-Louis du Nord ;

- Partenaires impliqués dans le projet :
 - CRI
 - ADETOM
 - CAF
- Acteurs impliqués dans le projet :
 - OSC
 - OCB
 - Jeunes

En fonction de la situation sécuritaire du pays, et afin de garantir la réalisation de cette évaluation, ID seulement pourra proposer l'organisation d'entretien à distance.

E. Champ de l'évaluation

L'évaluation s'étendra sur 100% de la zone de projet 3 communes du Haut Nord-Ouest, à savoir l'Île de la Tortue, Anse à Foleur et Saint Louis du Nord.

A noter que certaines zones dans le Haut Nord-Ouest (en particulier l'Île de la Tortue) peuvent être plus difficile d'accès, en particulier en cas de fortes précipitations.

F. Calendrier de l'évaluation

La durée de la prestation est évaluée à maximum 30 jours de travail se répartissant comme suit :

- Signature du contrat et réunion de cadrage avec l'équipe des évaluateurs sélectionnée
- Etude des dossiers relatifs au projet (les documents de référence mentionnés ci-dessus seront mis à disposition)
- Au moins 12 à 15 jours de mission sur le terrain : 4 à 5 jours/commune dont minimum 2 jours de restitution à chaud et échanges avec les équipes d'ID
- Rédaction du rapport provisoire
- Restitution du rapport provisoire et rédaction du rapport définitif

Le timing de fin de projet étant serré, la date du démarrage est souhaitée pour début septembre au plus tard.

G. Livrables attendus

- Une note de démarrage précisant la méthodologie proposée pour répondre aux questions évaluatives et un plan d'actions trois jours après la signature du contrat. Ce plan de démarrage devra être validé par l'équipe du projet. Les retours d'ID se feront dans les 2 jours ouvrables après le rapport de démarrage ;
- Un support de restitution présentant la méthodologie, les résultats et les recommandations devant être présentés aux acteurs/partenaires ;
- Un rapport final 5 jours après les retours d'ID ; assorti de tous documents utiles en annexes, et d'une synthèse de maximum 3 pages.

III. PROCESSUS DE CANDIDATURE

A. Profil évaluateur/évaluatrice

- Expertise de plus de 5 ans en évaluation de projet
- Expérience en gestion de programme de développement orienté développement local et jeunesse
- Excellente maîtrise du français (écrit et parlé) et du créole
- Formation en développement territorial ou en sciences humaines
- Bonne connaissance du contexte du Nord-Ouest

Des binômes sont possibles et appréciés.

B. Critères de sélection

Le/la consultant/e est invité/e, en prenant connaissance des présents termes de référence, à faire des propositions techniques et financières pour la réalisation de l'évaluation.

La sélection s'effectuera sur la base des critères suivants :

- Exposé de la problématique et compréhension du sujet ; (4 points)
- Démarche méthodologique proposée ; (4 points)
- Qualifications, expériences et compétences des experts ; (8 points)
- Expériences de la problématique du projet à évaluer ; (6 points)
- Détail des prix et coûts des différentes prestations (8 points)

Une note minimale de 20/30 est exigée.

La candidature devra comprendre une proposition technique, une proposition financière, un curriculum vitae.

Modalités de réponses et proposition financière :

- La proposition financière présentée par le/la consultant/e devra comprendre tous les coûts : les honoraires du/de la consultant/e ou de l'équipe de consultant/es, les per diem de l'équipe, les frais de transports et toutes autres dépenses en lien avec les activités prévues.
- Les modalités financières pourront éventuellement être précisées et négociées lors de la signature du contrat pour mieux s'adapter à la mission.
- Les propositions méthodologiques et financières (réponse aux présents Termes de Référence), accompagnées du/des CV de/s l'expert/es, devront être retournées à Initiative Développement, **au plus tard le 30/06/2024 à 20 heures (heure haïtienne)**, sous forme électronique (email) avec la mention obligatoire **EVAL DLJ OSCAL – Nom**, à l'attention de : a.pruvost@id-ong.org ET de m.archambeau@id-ong.org